

# Actualités OFS



06 Industrie et services

Neuchâtel, décembre 2022

## Démographie des entreprises (UDEM0)

# Analyses sur les données 2013 à 2020

**Avec la statistique de la démographie des entreprises, l'Office fédéral de la statistique (OFS) fournit des chiffres détaillés sur les principaux événements démographiques qui impactent l'évolution de la population des entreprises actives en Suisse. Outre les créations «ex nihilo» et les cessations «réelles» (ou définitives) d'entreprises, des données sur les taux de survie des nouvelles entreprises, les entreprises à forte croissance et les gazelles<sup>1</sup> complètent l'offre d'informations statistiques et fournissent des indications importantes sur le dynamisme à court et moyen terme de l'appareil productif suisse.**

## 1 Introduction

Depuis plusieurs décennies, le contexte économique mondial est marqué par la globalisation, la forte concurrence sur les marchés et la numérisation. Des données statistiques permettant d'analyser la structure et l'évolution de l'appareil productif d'une économie donnée sont de plus en plus demandées, tant au niveau politique qu'économique. Elles permettent d'avoir une image du dynamisme des entreprises et d'une économie nationale. La statistique de la démographie des entreprises (UDEM0) permet de répondre à ces besoins, en mettant à disposition des informations de qualité, basées sur une méthodologie commune et donc comparables au niveau international. La Suisse a suivi et participé aux travaux dans ce domaine dès le départ. La mise sur pied en 2013 de la statistique structurelle des entreprises (STATENT), avec 2011 comme première année de référence, a donné un nouvel élan à l'UDEM0, ouvrant des perspectives d'analyses élargies du tissu économique suisse. Dans un souci

de décharger au maximum les entreprises, l'OFS fait un recours accru aux sources administratives disponibles pour produire les données UDEM0, ce qui a toutefois pour conséquence que les données sont diffusées avec un décalage temporel. Cette publication présente des résultats pour l'année 2020, marquée par l'influence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie suisse et son marché du travail. Toutefois, les effets de la crise ne se répercutent que partiellement dans l'UDEM0. En effet, de nombreuses entreprises ont eu recours aux mesures de soutien mises en place par les autorités, visant à maintenir les relations de travail et à éviter une vague de faillites. Ainsi, les emplois ont été pérennisés grâce aux indemnités en cas de réduction d'horaire de travail (RHT). L'UDEM0 reposant sur les relations contractuelles impliquant un versement de cotisations AVS, elle ne reflète pas les baisses d'activités dues aux restrictions imposées à la bonne marche de l'appareil de production, comme par exemple l'interdiction de pratiquer.

## 2 Aspects méthodologiques et informations disponibles

La production de données sur la démographie des entreprises basée sur l'univers de la STATENT a débuté avec l'année de référence 2013. À la base de toutes les statistiques UDEM0, on retrouve la population des entreprises actives. Celle-ci recense toutes les unités qui sont actives à un moment donné au cours d'une année de référence. Comme la STATENT, la population des entreprises actives de l'UDEM0 s'intéresse aux unités qui exercent une activité économique en Suisse. Toutefois, les deux statistiques se différencient sur la période de référence et la couverture.

<sup>1</sup> Les différents «événements démographiques» considérés dans le cadre de l'UDEM0 sont définis et explicités dans l'encadré en page 3.

## Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T 1 a

	Entreprises								Emplois							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population des entreprises actives	518 853	536 764	545 287	550 223	555 718	556 849	567 254	564 787	4 207 604	4 261 789	4 298 056	4 321 870	4 368 405	4 414 553	4 480 650	4 429 088
Créations d'entreprises	36 997	41 866	40 811	39 064	39 594	39 435	42 606	40 188	50 357	55 694	55 333	52 707	53 839	53 696	57 067	56 410
Cessations d'entreprises	32 140	35 409	36 553	36 126	37 442	36 197	n.d.	n.d.	44 896	47 969	50 237	48 630	50 809	50 193	n.d.	n.d.
Entreprises à forte croissance	n.d.	4 599	4 307	4 094	4 152	4 442	4 803	4 314	n.d.	227 549	202 212	216 267	223 603	257 784	267 678	220 106
Gazelles	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	204	243	212	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	8 792	10 850	8 414

n.d. non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

## Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO): vue d'ensemble des informations disponibles

T 1 b

	Cohortes de nouvelles entreprises						
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de survie des nouvelles entreprises après 1 an (en %)	83,4	82,3	83,0	83,6	82,8	83,7	81,9
Taux de survie des nouvelles entreprises après 2 ans (en %)	70,7	68,9	70,8	70,6	70,5	70,3	n.d.
Taux de survie des nouvelles entreprises après 3 ans (en %)	61,7	59,7	61,5	62,3	61,2	n.d.	n.d.
Taux de survie des nouvelles entreprises après 4 ans (en %)	54,7	52,8	55,2	55,1	n.d.	n.d.	n.d.
Taux de survie des nouvelles entreprises après 5 ans (en %)	49,2	47,8	49,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

n.d. non disponible

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

La population des entreprises actives recense les unités qui ont été actives durant toute une année ou durant une partie d'une année, alors que la STATENT s'intéresse actuellement uniquement aux unités actives au mois de décembre. Cet horizon temporel différent a des conséquences sur le calcul de l'emploi. La STATENT prend en considération les emplois du mois de décembre, tandis que les statistiques UDEMO font référence à la notion d'emploi moyen au cours de la période d'activité.

La couverture économique des statistiques UDEMO est plus limitée que celle de la STATENT. L'UDEMO ne couvre en effet que les unités qui exercent une activité économique marchande dans les secteurs secondaire et tertiaire (à l'exclusion des sociétés holding), que ces unités soient actives dans le secteur privé ou public. Les unités du secteur primaire, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM<sup>2</sup>) sont dès lors exclues du cadre d'analyse de l'UDEMO, alors qu'elles sont intégrées dans celui de la STATENT.

Les indicateurs qui reflètent les principales phases de la vie d'une entreprise reposent sur des critères standardisés au niveau européen. Par conséquent, les résultats de l'UDEMO diffusés au niveau national sont pleinement comparables à ceux de nos principaux partenaires économiques.

Les données actuellement disponibles portent sur les années de référence 2013 à 2020. Dans cette publication, l'accent est surtout mis sur les données 2020 produites dans le cadre de la dernière collecte de données. Si les séries de données sur la population des entreprises actives et sur les créations d'entreprises «ex nihilo» sont disponibles pour toutes les années de référence sous revue, il n'en va pas de même pour les autres indicateurs de la démographie des entreprises. Pour ceux-ci, la disponibilité dépend en grande partie de la méthodologie, expliquée ci-après dans l'encadré. Ainsi, les données sur les cessations définitives d'entreprises couvrent la période 2013 à 2018<sup>3</sup> et celles sur les entreprises à forte croissance la période 2014 à 2020. Les données sur les taux de survie se réfèrent aux années 2014 à 2020 pour toutes les cohortes de nouvelles entreprises créées à partir de 2013. Les gazelles sont le dernier indicateur développé dans le cadre de l'UDEMO et sont disponibles uniquement dès l'année de référence 2018.

<sup>3</sup> Les données sur les cessations d'entreprises récoltées dans le cadre de la dernière collecte harmonisée se réfèrent à l'année 2018. Dans le cadre de cette publication, nous avons décidé de ne pas présenter dans le détail ces résultats et nous avons opté pour se concentrer sur l'année 2020, qui a été caractérisée par la pandémie de COVID-19. Néanmoins, la publication contient quelques références aux chiffres sur les cessations d'entreprises.

<sup>2</sup> Il s'agit par exemple des églises, des syndicats ou des clubs sportifs.

## Statistiques de la démographie des entreprises (UDEM0) – Définitions

### Créations «ex nihilo» d'entreprises

La statistique sur les nouvelles entreprises ne considère que les entreprises véritablement nouvelles, créées «ex nihilo», et exerçant une activité économique marchande. **Une naissance d'entreprise «ex nihilo» consiste dans la création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit directement impliquée dans cet événement.** Par conséquent, les entreprises issues d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités qui sont inactives durant plus de deux ans (entreprises «dormantes») et qui sont réactivées par la suite. Cette période de deux ans est celle qui est utilisée comme «borne» au niveau international.

### Survie des nouvelles entreprises

La survie des nouvelles entreprises est un indicateur relatif. Il est défini comme **le pourcentage des entreprises créées «ex nihilo» encore actives entre 1 et jusqu'à 5 ans après leur création.** Ainsi, les nouvelles entreprises d'une année de référence  $t$  forment une cohorte qui est suivie au fil des années comprises entre  $t+1$  et  $t+5$ . Dans cette cohorte, les entreprises sont considérées comme survivantes si elles apparaissent dans la population des entreprises actives des années subséquentes. Des cas particuliers peuvent se présenter lorsqu'une entreprise A disparaît de la population d'entreprises suite à la cessation de son activité. Si cette activité est reprise par une nouvelle unité créée spécifiquement pour reprendre les facteurs de production de A, on parle de survie par reprise et on continue de suivre la nouvelle unité. Si, par contre, une entreprise B disparaît pour cause de fusion ou de reprise par une entreprise déjà existante, elle n'est pas considérée comme survivante. Il faut également noter que dès qu'une unité n'est plus active, elle «sort» de la cohorte et ne peut plus y revenir. **La population de référence pour les taux de survie porte ainsi uniquement sur les unités nouvellement créées qui ont été actives sans interruption durant la période d'observation considérée (1 à 5 ans).**

### Cessations d'entreprises

**Une cessation d'entreprise correspond à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production – avec la restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet**

**événement.** Par conséquent, les entreprises disparues à la suite d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont pas considérées. La statistique inclut par contre les unités dormantes qui ne sont pas réactivées dans un délai de deux ans. Symétriquement aux créations d'entreprises, l'application de la règle des deux ans pour les réactivations nécessite de s'assurer qu'une entreprise qui a cessé son activité dans l'année  $t$  ne réapparait pas dans la population des entreprises actives des années  $t+1$  et/ou  $t+2$ . Dans ce cas, c'est-à-dire lorsqu'une entreprise n'est pas réactivée au terme de deux ans de cessation d'activité, elle est considérée comme une cessation définitive pour la statistique. **Cette règle implique donc que, pour une année de référence déterminée, les données définitives sur les cessations d'entreprises sont mises à disposition avec un décalage temporel par rapport aux autres données UDEM0.** Il faut en effet vérifier le «statut» de l'unité sur deux années consécutives pour pouvoir déterminer si on a, ou non, une réelle cessation d'activité.

### Entreprises à forte croissance

**Les entreprises à forte croissance se définissent comme des unités qui, à partir d'une taille minimale de 10 emplois, connaissent une croissance de leurs effectifs supérieure à 10% en moyenne annuelle sur une période de trois ans.** Toutefois, si la croissance du nombre d'emplois est due à des fusions ou des reprises, l'entreprise en question n'est pas considérée comme une entreprise à forte croissance, à moins qu'elle ait dépassé le seuil de 10% même après avoir pris en compte l'impact de ces fusions ou reprises en termes d'emplois. La méthodologie harmonisée exclut les créations «ex nihilo» lors de la première année d'observation de la croissance.

### Gazelles

Les gazelles sont un sous-ensemble des entreprises à forte croissance. Il s'agit de toutes les **entreprises à forte croissance qui ont moins de 5 ans d'existence.** Par conséquent, les gazelles se limitent aux nouvelles entreprises créées «ex nihilo», avec au moins 10 emplois au début de la période d'observation ou le cas échéant à celles dont l'emploi a crû immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Concrètement, vu que la méthodologie harmonisée exclut les créations lors de la première année d'observation de la croissance ( $t-3$ ), les gazelles doivent avoir vu le jour en  $t-4$  ou  $t-5$ .

### 3 Évolution des indicateurs UDEMO sur la période de 2013 à 2020

En 2020, l'économie Suisse a compté 564 787 entreprises actives et 4 429 088 emplois. Après une croissance ininterrompue depuis le début de la série statistique en 2013, on observe pour la première fois un fléchissement du nombre d'entreprises et d'emplois, avec un recul de respectivement 0,4% et 1,2% par rapport à 2019.

Après un premier pic de 41 866 nouvelles entreprises en 2014, le nombre de créations annuelles s'est ensuite stabilisé autour des 40 000 unités. Cette valeur est repartie à la hausse, en 2019, pour atteindre le chiffre record de 42 606. Ce résultat exceptionnel n'a pas pu être confirmé en 2020, puisque 40 188 entreprises ont été créées «ex nihilo» en Suisse. Quant aux cessations d'activité, la croissance de leur nombre a été régulière jusqu'en 2017, exception faite pour une légère baisse en 2016. L'année 2018 a marqué une inversion de tendance avec un recul de -3,3% par rapport à l'année précédente. Durant la période de 2013 à 2018, pour laquelle les données sur les cessations sont disponibles, le nombre de nouvelles entreprises a toujours plus que compensé le nombre de cessations. Cela est également valable pour les emplois associés à ces deux événements démographiques.

Sur la période de 2013 à 2020, la part des nouvelles entreprises «ex nihilo» dans le nombre total d'entreprises actives a varié entre 7,1% et 7,8%. Cet indicateur du taux de création d'entreprises a toujours été supérieur au taux de cessation d'entreprises, qui est la part des cessations définitives d'entreprises dans le total des entreprises actives. Le taux de cessation semble être relativement stable puisqu'il a oscillé entre 6,5% et 6,7%, avec toutefois l'exception de 2013, seule année pour laquelle il a été relativement bas (6,2%). Du point de vue des emplois, les parts relatives des nouvelles places de travail générées par les créations «ex nihilo» et des emplois disparus suite aux cessations d'activités par rapport au total des emplois de la population des entreprises actives se sont révélées relativement faibles et particulièrement constantes (entre 1,2% et 1,3% pour les créations et entre 1,1% et 1,2% pour les cessations).

Le nombre d'entreprises à forte croissance a baissé régulièrement entre 2014 et 2016, année pendant laquelle on a touché le minimum historique de 4094 sociétés de ce type. Cette phase de baisse a ensuite été suivie par une d'augmentation jusqu'en 2019, qui reste l'année la plus prolifique avec 4803 entreprises à forte croissance. En 2020, leur nombre a baissé à 4314, ce qui représente toutefois le quatrième meilleur résultat depuis l'existence de la série statistique. La part des entreprises à forte croissance sur le total des entreprises actives d'au moins 10 emplois a varié entre 6,8% et 7,8%. En termes de places de travail, on observe une augmentation constante du nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance sur la période de 2015 à 2019. En 2020, par contre, on a assisté à une chute de ce nombre (-17,8%). On peut supposer que la crise sanitaire a eu un impact sur la création d'emplois dans les entreprises existantes. La part des emplois des entreprises à forte croissance dans les emplois totaux a été particulièrement élevée en 2018 et 2019 (respectivement 5,8% et 6,0%), tandis que les autres années elle s'est plutôt située autour de 5%.

La série de données sur les gazelles est plus récente et se compose de trois seules observations. En 2020, les gazelles ont représenté 4,9% de la totalité des entreprises à forte croissance, tandis que ce pourcentage avait été de 5,1% en 2019 et de 4,6% en 2018.

### 4 Créations «ex nihilo» d'entreprises

#### Une entreprise sur cinq est créée dans la branche des activités spécialisées et scientifiques

En Suisse, en 2020, 40 188 entreprises ont été créées «ex nihilo». Elles ont permis de générer 56 410 emplois. Ces chiffres traduisent une baisse de respectivement 5,7% et 1,2% par rapport à 2019. Comme dans les années précédentes, la grande majorité des nouvelles entreprises (86,7%) et des emplois (84,5%) a été créée dans le secteur tertiaire. Ce résultat n'est pas surprenant au vu de la forte tertiarisation de l'économie et de la plus grande flexibilité que le secteur des services peut offrir à un entrepreneur potentiel, par exemple à travers des besoins d'investissements en infrastructure et ressources humaines plus faibles que dans les activités industrielles. Il est toutefois intéressant de relever que la baisse du nombre de nouvelles entreprises a été plus importante dans le tertiaire (-6,3% contre -1,5% dans le secondaire).

#### Créations d'entreprises et d'emplois par branche économique, en 2020

T2

Branches économiques	Nouvelles entreprises	Emplois créés dans les nouvelles entreprises	Taille moyenne des nouvelles entreprises
<b>Secteur secondaire</b>	<b>5 328</b>	<b>8 759</b>	<b>1,6</b>
Industrie et énergies	1 963	2 835	1,4
Construction	3 365	5 924	1,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>34 860</b>	<b>47 651</b>	<b>1,4</b>
Commerce et réparations	4 457	6 287	1,4
Transports et entreposage	976	1 732	1,8
Hébergement et restauration	1 179	2 475	2,1
Information et communication	2 414	3 400	1,4
Activités financières et assurances	1 266	1 912	1,5
Activités immobilières et de services	3 644	5 917	1,6
Activités spécialisées et scientifiques	8 743	11 193	1,3
Enseignement	2 020	2 325	1,2
Santé et action sociale	4 662	5 697	1,2
Arts et activités récréatives	1 928	2 638	1,4
Autres activités de services	3 571	4 075	1,1
<b>Total</b>	<b>40 188</b>	<b>56 410</b>	<b>1,4</b>

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

Au niveau des branches d'activités, les nouvelles entreprises se concentrent historiquement dans les «activités spécialisées et scientifiques»<sup>4</sup> (21,8% du total en 2020), la «santé et action sociale» (11,6%) et le «commerce et réparations» (11,1%). En termes de création d'emplois, presque un emploi sur cinq est généré dans les «activités spécialisées et scientifiques» (19,8% du total des emplois créés). Comme pour les unités, les quoteparts du «commerce et réparations» (11,1%) et de la «santé et action sociale» (10,1%) sont supérieures à 10%. Ce seuil est dépassé également par la «construction» (10,5%) et les «activités immobilières et de services» (10,5%).

### Tessin et Suisse centrale: les régions les plus performantes selon le nombre de créations d'entreprises par 1000 habitants

Au niveau régional, la répartition des créations d'entreprises est influencée par des facteurs tels que la taille ou le poids économique des grandes régions. Dans ce sens, il n'est pas surprenant de constater que la majorité des nouvelles entreprises et des emplois sont créés dans la Région lémanique (9230; 12 973) et dans la grande région de Zurich (7391; 10 799). L'indicateur du nombre d'entreprises nouvellement créées par 1000 habitants<sup>5</sup> permet d'atténuer le biais implicite de la taille inégale des régions. Sous cet angle, les grandes régions avec les valeurs absolues plus élevées ne sont pas nécessairement celles qui obtiennent les meilleurs scores. En effet, le Tessin et la Suisse centrale, dont le nombre de créations était parmi les plus faibles, affichent finalement les meilleurs résultats avec respectivement 7,0 et 5,8 entreprises créées pour 1000 habitants. La région dans laquelle le nombre de nouvelles entreprises par 1000 habitants est le plus faible est la Suisse du Nord-Ouest (3,6). Les régions avec le plus d'habitants se situent au milieu de classement, avec toutefois un score bien inférieur à la valeur suisse (4,6) relevé dans l'Espace Mittelland (3,7), la grande région la plus peuplée du pays.

### Les créations «ex nihilo» représentent moins de 10% de toute les entreprises actives

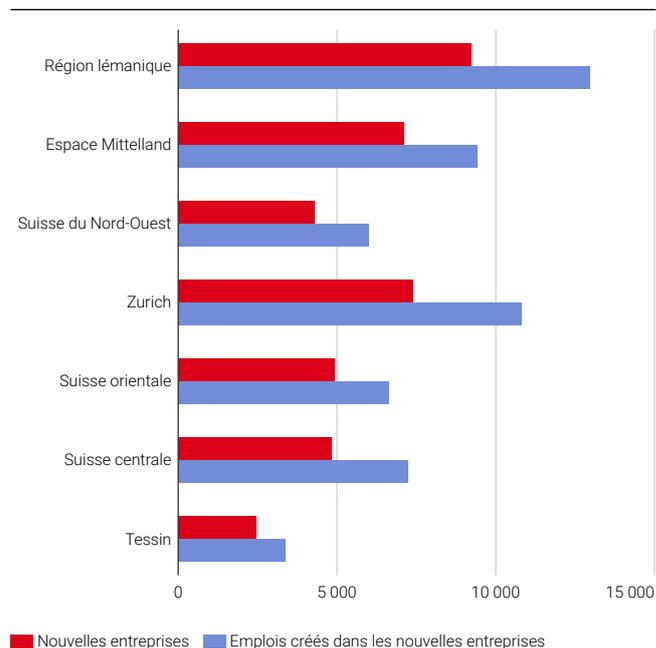
Les 40 188 entreprises créées «ex nihilo» en Suisse en 2020 représentent 7,1% de toutes les entreprises actives au cours de l'année. Les branches du secteur tertiaire affichent généralement des taux de création supérieurs (7,4% pour l'ensemble du secteur) par rapport à celles du secondaire (5,7%), ce qui confirme le dynamisme du secteur des services déjà mis en évidence par l'analyse du nombre absolu de nouvelles entreprises. Au sein du tertiaire, les branches avec les taux de création les plus élevés sont l'«information et communication» (9,6%), l'«enseignement» (9,0%) et les «activités spécialisées et scientifiques» (8,5%). À l'inverse, le «commerce et réparations» et l'«hébergement et restauration» se caractérisent par les taux les plus bas (avec respectivement 6,0%

<sup>4</sup> À titre d'exemple, cette branche regroupe notamment les activités juridiques et comptables, les activités d'architecture et d'ingénierie, la publicité et les analyses de marché, et les activités de recherche-développement.

<sup>5</sup> selon le critère de la population résidante permanente

### Créations d'entreprises et d'emplois par grande région, en 2020

G1

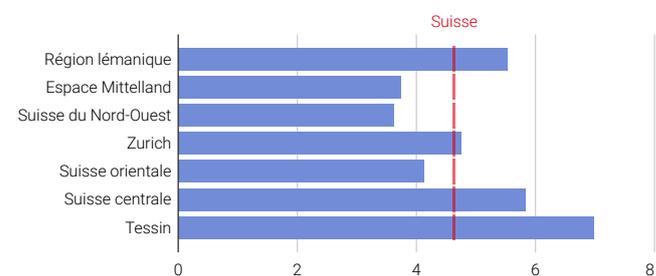


Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

### Nombre de créations «ex nihilo» d'entreprises par 1000 habitants par grande région, en 2020

G2



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

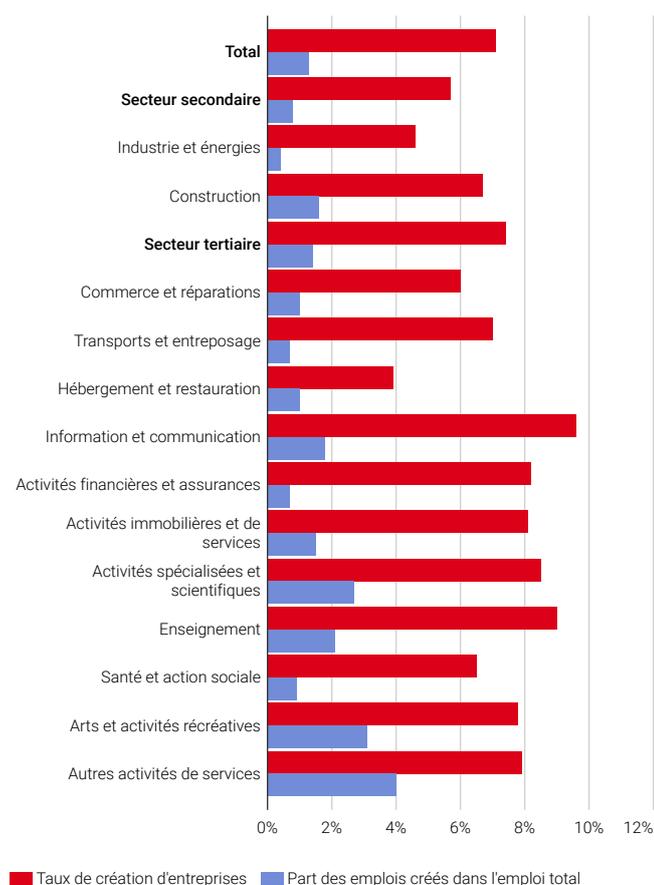
© OFS 2022

et 3,9%). Le faible taux de création dans ces deux branches est probablement lié au fait qu'il s'agit d'activités où d'autres formes de constitution d'une société (par exemple la reprise d'activités existantes) sont davantage la coutume que la création «ex nihilo». Enfin, les deux branches du secteur secondaire affichent des taux de création inférieurs à la valeur suisse, notamment l'«industrie et énergies» (4,6%) qui obtient le deuxième moins bon résultat toutes branches confondues.

La part de l'emploi des nouvelles entreprises est traditionnellement très faible. En 2020, les nouveaux emplois générés ont représenté 1,3% de l'emploi total de la population des entreprises actives. Comme pour les unités, le taux pour l'emploi du secteur tertiaire (1,4%) a été supérieur à celui du secteur secondaire (0,8%). Les branches dans lesquelles les créations d'entreprises ont le plus contribué à l'emploi se trouvent toutes dans les services, notamment les branches «autres activités de services»

## Taux de création d'entreprises<sup>1</sup> et part des emplois créés par branche économique, en 2020

G3



<sup>1</sup> part des nouvelles entreprises «ex nihilo» dans le total des entreprises actives

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

(4,0%), «arts et activités récréatives» (3,1%) et «activités spécialisées et scientifiques» (2,7%), qui sont largement au-dessus de la valeur suisse. À l'inverse, l'importance relative des emplois générés par les nouvelles entreprises était la plus faible dans les branches de l'industrie et énergies» (0,4%), des transports et entreposage» (0,7%) et des activités financières et assurances» (0,7%).

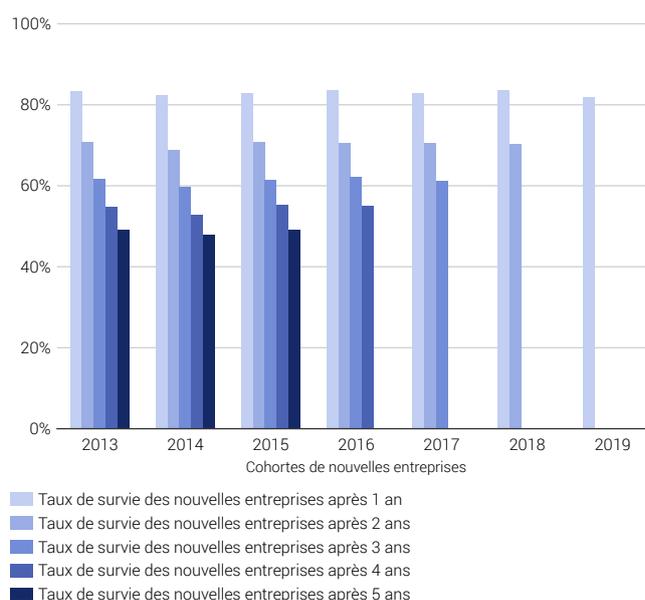
## 5 Taux de survie des nouvelles entreprises

### Plus de quatre entreprises sur cinq passent le cap de la première année

Au niveau suisse, les taux de survie sont relativement similaires pour toutes les cohortes de nouvelles entreprises. Après un an, plus de quatre entreprises sur cinq sont toujours actives. Le passage du cap de la première année de vie n'est pas pour autant une garantie de succès. Après 2 et 3 ans, les taux de survie se situent en effet autour de respectivement 70% et 60%. La lutte pour la survie continue à plus long terme. On constate qu'après 4 ans pratiquement une entreprise sur deux a disparu. Les trois

## Taux de survie des nouvelles entreprises après 1, 2, 3, 4 et 5 ans

G4



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

observations disponibles pour la survie à 5 ans font état d'un taux de survie de 49,2% pour les cohortes 2013 et 2015 et de 47,8% pour la cohorte 2014. Cinq ans après leur création, plus de la moitié des nouvelles entreprises n'ont pas pu sauver leur activité.

### Les entreprises dans le domaine de la «santé et action sociale» présentent les meilleures chances de survie à long terme

Les taux de survie varient énormément en fonction de l'activité économique exercée par les entreprises. Si l'on prend en considération les taux de survie en 2020 des différentes cohortes de nouvelles entreprises étudiées, la branche «santé et action sociale» se démarque avec des taux très élevés. Exception faite pour la survie à 1 an, elle affiche toujours le meilleur résultat. À titre d'exemple, 61,8% des entreprises créées en 2015 étaient encore actives en 2020. Pour cette branche, toutes les autres cohortes présentent également des valeurs bien au-dessus de la valeur nationale (1 an: 85,7%; 2 ans: 78,2%; 3 ans: 71,9%; 4 ans: 66,6%).

La «construction» est particulièrement résistante en termes de survie à court terme. Avec un taux de survie de 86,1% après 1 an, aucune autre branche ne réussit à faire mieux, et le taux de 73,3% après deux ans représente le deuxième meilleur score toutes branches confondues. À partir de la survie à 3 ans, les taux s'alignent plutôt sur la valeur nationale.

Parmi les autres branches, certaines affichent systématiquement des taux élevés, comme par exemple les «activités immobilières et de services» et les «activités spécialisées et scientifiques», tandis que d'autres connaissent des résultats plus ou moins bons selon les années de survie. C'est par exemple le cas

## Taux de survie des nouvelles entreprises par branche économique, en 2020, en %

T3

Branches économiques	Après 1 an (cohorte 2019)	Après 2 ans (cohorte 2018)	Après 3 ans (cohorte 2017)	Après 4 ans (cohorte 2016)	Après 5 ans (cohorte 2015)
<b>Secteur secondaire</b>	<b>84,3</b>	<b>73,0</b>	<b>61,1</b>	<b>54,6</b>	<b>47,2</b>
Industrie et énergies	81,3	72,5	61,5	54,2	47,7
Construction	86,1	73,3	60,9	54,7	46,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>81,5</b>	<b>69,9</b>	<b>61,2</b>	<b>55,1</b>	<b>49,5</b>
Commerce et réparations	79,7	65,3	53,8	49,4	43,5
Transports et entreposage	79,6	67,8	58,0	55,0	48,0
Hébergement et restauration	74,4	58,8	50,0	43,0	38,9
Information et communication	82,2	68,5	60,4	52,0	47,0
Activités financières et assurances	83,8	69,4	59,3	52,7	43,2
Activités immobilières et de services	82,3	71,6	62,6	56,2	51,7
Activités spécialisées et scientifiques	82,8	70,8	61,8	55,4	49,7
Enseignement	81,1	70,7	62,7	56,5	52,1
Santé et action sociale	85,7	78,2	71,9	66,6	61,8
Arts et activités récréatives	74,3	64,3	58,1	52,3	47,9
Autres activités de services	81,2	69,4	60,4	54,0	46,9
<b>Total</b>	<b>81,9</b>	<b>70,3</b>	<b>61,2</b>	<b>55,1</b>	<b>49,2</b>

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

de l'«enseignement», dont le taux de survie après 1 an est relativement faible, mais qui présente les taux les plus élevés après la «santé et action sociale» à partir de la troisième année de survie.

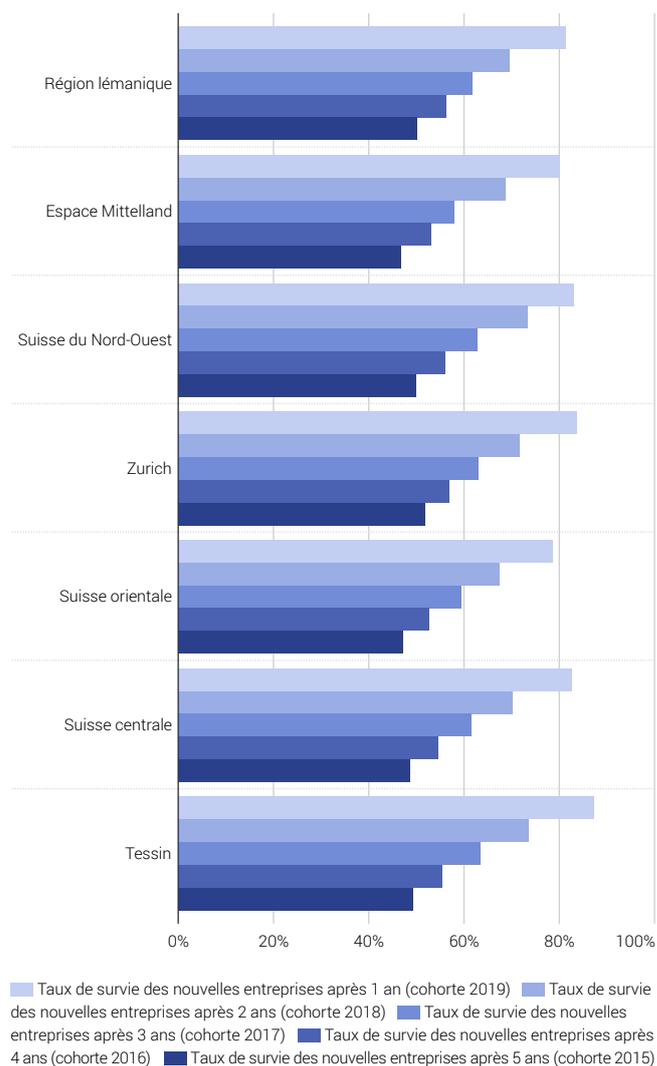
La branche dans laquelle les nouvelles entreprises sont les plus fragiles est l'«hébergement et restauration», où le taux de survie est pratiquement toujours le plus bas. Dans ce secteur d'activité, la moitié des entreprises avait disparu après 3 ans déjà. Après 5 ans, seules 38,9% des entreprises nouvellement créées en 2015 exerçaient encore leur activité. Il est à noter que cette branche affiche historiquement des taux de survie très faibles et les résultats de 2020 ne s'expliquent donc pas en raison des difficultés connues par le secteur durant la crise sanitaire.

### Des taux de survie supérieurs à la valeur nationale au Tessin, à Zurich et dans la Suisse du Nord-Ouest

Comme pour les branches économiques, les taux de survie varient entre les différentes grandes régions. Le Tessin, Zurich et la Suisse du Nord-Ouest présentent en 2020 des taux de survie supérieurs à la valeur nationale pour toutes les cohortes observées. Le Tessin est chef de file pour la survie après 1 an (87,2%), 2 ans (73,6%) et 3 ans (63,3%), tandis que la grande région de Zurich a le taux de survie le plus haut après 4 ans (56,8%) et 5 ans (51,7%). De l'autre côté de l'échelle, on retrouve notamment l'Espace Mittelland et la Suisse orientale. Dans ces deux grandes régions, les cinq taux analysés ne dépassent jamais la valeur suisse.

### Taux de survie des nouvelles entreprises par grande région, en 2020

G5



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

## Entreprises à forte croissance et emplois par branche économique, 2017 à 2020

T4

Branches économiques	Entreprises actives en 2020 avec au moins 10 emplois	Entreprises à forte croissance 2017 à 2020	Emplois 2017 <sup>1</sup>	Emplois 2020 <sup>1</sup>	Taux d'entreprises à forte croissance (en %) <sup>2</sup>	Croissance moyenne annualisée de l'emploi 2017 à 2020 (en %)
<b>Secteur secondaire</b>	<b>17 745</b>	<b>1 070</b>	<b>31 394</b>	<b>49 123</b>	<b>6,0</b>	<b>16,1</b>
Industrie et énergies	9 950	563	21 463	33 049	5,7	15,5
Construction	7 795	507	9 931	16 074	6,5	17,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>42 898</b>	<b>3 244</b>	<b>100 932</b>	<b>170 983</b>	<b>7,6</b>	<b>19,2</b>
Commerce et réparations	9 342	505	13 743	22 559	5,4	18,0
Transports et entreposage	2 135	155	6 429	10 764	7,3	18,7
Hébergement et restauration	5 368	220	4 528	8 371	4,1	22,7
Information et communication	2 647	368	13 642	24 197	13,9	21,0
Activités financières et assurances	2 110	183	5 077	8 211	8,7	17,4
Activités immobilières et de services	4 721	453	19 841	34 547	9,6	20,3
Activités spécialisées et scientifiques	6 844	633	15 506	25 456	9,2	18,0
Enseignement	1 682	133	3 135	5 139	7,9	17,9
Santé et action sociale	5 727	403	13 100	21 888	7,0	18,7
Arts et activités récréatives	1 337	123	4 174	7 078	9,2	19,2
Autres activités de services	985	68	1 757	2 773	6,9	16,4
<b>Total</b>	<b>60 643</b>	<b>4 314</b>	<b>132 326</b>	<b>220 106</b>	<b>7,1</b>	<b>18,5</b>

<sup>1</sup> nombre d'emplois moyens au cours de la période d'activité dans les entreprises à forte croissance

<sup>2</sup> nombre d'entreprises à forte croissance sur le nombre total d'entreprises actives avec au moins 10 emplois

Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2022

## 6 Entreprises à forte croissance et gazelles

### La branche «information et communication» a le taux le plus élevé d'entreprises à forte croissance

Comme indiqué dans l'encadré supra, cet indicateur prend en compte une période de 3 ans. Entre 2017 et 2020, la Suisse a comptabilisé 4314 sociétés considérées comme des entreprises à forte croissance. Ce chiffre est inférieur de 10,2% à celui de l'année précédente, qui avait toutefois été caractérisé par un résultat record et inhabituellement élevé. Ces firmes particulièrement dynamiques, dont les trois quarts sont actives dans le secteur tertiaire, représentent 7,1% de la totalité des entreprises avec au moins 10 emplois. Depuis le début des observations, les meilleures performances du secteur tertiaire en matière d'entreprises à forte croissance sont une caractéristique constante. Pour l'année 2020, le secteur tertiaire affichait un écart positif de 0,5 point de pourcentage par rapport à la valeur suisse.

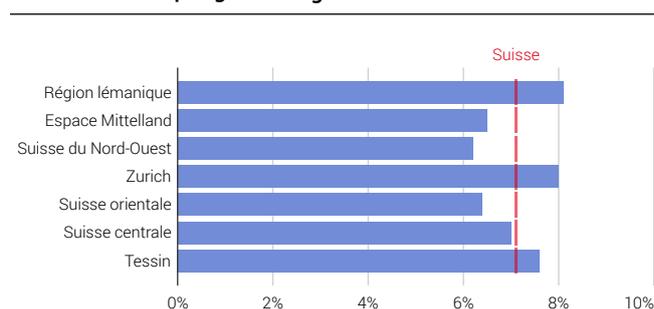
Le taux d'entreprises à forte croissance varie énormément d'une branche à une autre. Dans le domaine de l'«information et communication», environ une entreprise avec plus de 10 emplois sur sept est à forte croissance, tandis que dans l'«hébergement et restauration» ce ratio est nettement plus faible (4,1%).

Le contraste est également marqué au niveau des régions avec toutefois des écarts moins prononcés par rapport à la valeur suisse. La Région lémanique, avec un taux de 8,1%, a affiché le

meilleur résultat en 2020. Zurich (8,0%) et le Tessin (7,6%) ont également un taux supérieur à la valeur nationale. La valeur la plus basse a été observée dans la Suisse du Nord-Ouest (6,2%).

### Taux d'entreprises à forte croissance sur la période de 2017 à 2020 par grande région

G6



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEM0)

© OFS 2022

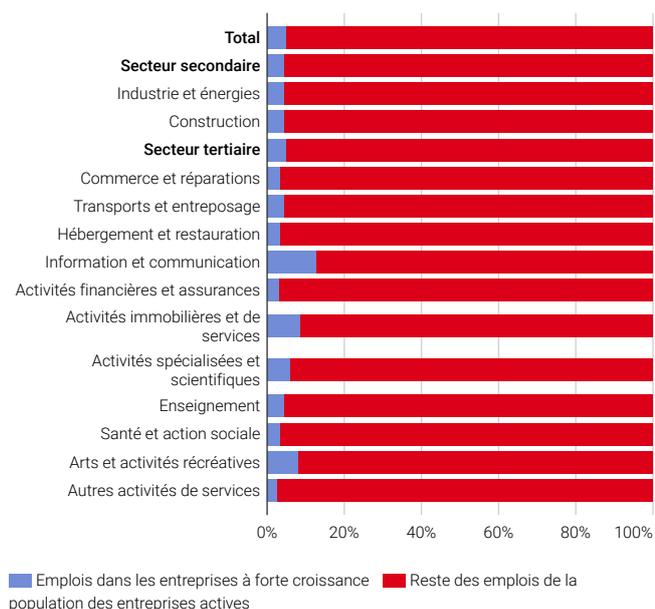
## Les entreprises à forte croissance concentrent 5% de l'emploi total

En 2020, le nombre d'emplois dans les entreprises à forte croissance a atteint 220 106, soit 5,0% de l'emploi total de la population des entreprises actives<sup>6</sup>. Cette part des emplois des entreprises à forte croissance fluctue fortement entre les différentes branches économiques. Dans l'«information et communication», ce sont 12,9% des emplois qui peuvent être associés à une entreprise à forte croissance. La branche «activités immobilières et de services» se démarque aussi par une part élevée (8,8%). Inversement, les entreprises à forte croissance n'ont regroupé que 2,8% des emplois de la branche «autres activités de services».

Sur la période d'observation, les entreprises à forte croissance ont généré 87 780 emplois (cf. Tableau T4). Cela représente une croissance moyenne annualisée de 18,5% par an. C'est dans le tertiaire que la croissance de l'emploi a été la plus forte (+19,2% contre +16,1% dans le secondaire). Trois branches ont dépassé le seuil de 20%. Il s'agit de l'«hébergement et restauration» (+22,7%), de l'«information et communication» (+21,0%) et des «activités immobilières et de services» (+20,3%).

### Part des emplois des entreprises à forte croissance par branche économique, en 2020

G7



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

## Moins de gazelles en 2020 par rapport à l'année précédente

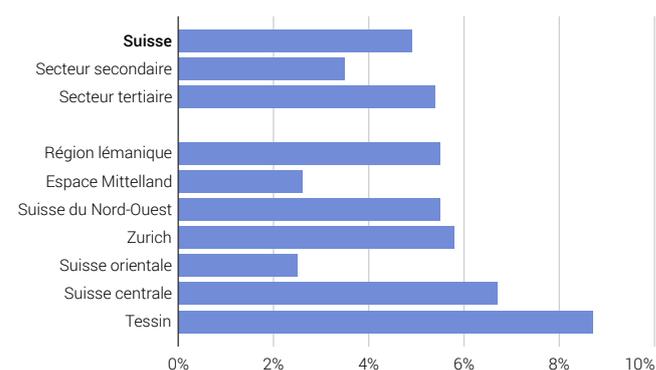
La méthodologie harmonisée sur les statistiques démographiques des entreprises préconise de faire ressortir parmi les entreprises à forte croissance un sous-ensemble constitué de «gazelles». Il s'agit de toutes les entreprises à forte croissance, dont l'année de création «ex nihilo» remonte à moins de 5 ans.

Sur les 4314 entreprises à forte croissance recensées en Suisse en 2020, 212 ont pu être identifiées comme des gazelles. Ce chiffre est inférieur à celui de 2019 (-31 unités) et correspond à 4,9% du nombre total d'entreprises à forte croissance. Le nombre de gazelles est relativement faible car – par définition – ce type de société à croissance très rapide doit avoir au moins 10 emplois au début de la période des 3 ans d'observation. Ainsi, pour être considérée comme gazelle, une entreprise doit être créée «ex nihilo» avec déjà 10 emplois ou le cas échéant croître immédiatement pour atteindre ce seuil au bout d'une ou deux années. Or, dans la réalité, ces deux constellations sont plutôt rares.

En 2020, plus de quatre gazelles sur cinq ont été enregistrées dans le secteur tertiaire, où le pourcentage de gazelles sur le total des entreprises à forte croissance a atteint 5,4% (contre 3,5% dans le secondaire). Au niveau régional, Zurich est la grande région comptant le plus de gazelles (52). Toutefois, c'est le Tessin qui détient le record du plus haut taux de gazelles de Suisse (8,7%). À l'inverse, les gazelles n'ont représenté que respectivement 2,5% et 2,6% des entreprises à forte croissance dans la Suisse orientale et dans l'Espace Mittelland.

### Part des gazelles dans les entreprises à forte croissance par secteur économique et par grande région, en 2020

G8



Source: OFS – Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO)

© OFS 2022

<sup>6</sup> Contrairement au taux d'entreprises à forte croissance qui est calculé sur la base d'une population restreinte, composée du nombre d'entreprises actives avec au moins 10 emplois, le nombre de places de travail dans les entreprises à forte croissance est mis en relation avec les emplois totaux de l'ensemble de la population des entreprises actives. Ceci permet de refléter le poids de cette catégorie d'entreprises dans l'économie totale.

## 7 Comparaison internationale des données de la démographie des entreprises

Le tableau T5 présente une comparaison internationale des principales données de la démographie des entreprises<sup>7</sup> pour l'année 2019 (2017 pour les cessations d'entreprises)<sup>8</sup>. Les données provenant de l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), l'analyse se concentre uniquement sur les pays européens pour lesquels une quantité suffisante d'observations est disponible.

### Proportionnellement au total des entreprises actives, la Suisse crée moins de sociétés, mais les cessations sont également moins importantes

En 2019, les taux de création des nouvelles entreprises ont varié entre 4,8% pour la Grèce et 19,6% pour la Lituanie. Avec un taux de 7,5%, la Suisse a affiché un des taux les plus bas du continent. Toutefois, la comparaison avec les pays frontaliers montre que l'Autriche a eu un taux inférieur (6,4%) et l'Italie un taux quasiment identique (7,6%). L'Allemagne et la France, avec des taux de création de respectivement 9,4%<sup>9</sup>, et 12,0%, ont été plus dynamiques.

En Suisse, la part de l'emploi des nouvelles entreprises est traditionnellement très faible. En 2019, les nouveaux emplois générés ont représenté 1,3% de l'emploi total de la population des entreprises actives. Au niveau européen, c'est le moins bon résultat à égalité avec la Norvège et les Pays-Bas. Par conséquent, tous nos voisins ont eu un taux supérieur (France: 3,8%; Italie: 2,4%; Allemagne: 1,7%; Autriche: 1,5%). Le leader du classement est le Portugal, où 5,5% des emplois totaux se trouvaient dans une nouvelle entreprise.

En général, on constate dans la plupart des pays une certaine corrélation entre le taux de création et le taux de cessation d'entreprises, c.-à-d. que ceux qui créent comparativement moins d'entreprises ont tendance à connaître moins de cessations. La Suisse se place ainsi relativement bien en comparaison européenne des taux de cessation, car elle affiche régulièrement des taux parmi les plus bas du continent.

### La Suisse bien placée en termes de survie des nouvelles entreprises

Le taux de survie des nouvelles entreprises est un indicateur qui s'intéresse à la disparition d'une catégorie spécifique d'entreprises, celles dont la création «ex nihilo» remonte à moins de 5 ans. Comme constaté plus haut, la Suisse crée comparativement moins d'entreprises que la plupart des pays européens, mais peut mettre sur la balance une certaine résistance de celles-ci. Si l'on observe les taux de survie en 2019, la Suisse se classe dans la partie haute du classement pour toutes les cohortes observées. En général, les pays qui présentent les taux de survie plus élevés sont la Grèce, les Pays-Bas, le Luxembourg et Chypre. En Grèce, par exemple, 96,6% des créations 2018 étaient encore actives une année plus tard, tandis que cinq ans après leur création en 2014, 61,8% des entreprises étaient encore en vie au Pays-Bas. À noter le résultat étonnant de Chypre, qui affiche des taux de survie élevés jusqu'à 4 ans, mais un taux très faible pour la survie à 5 ans de la cohorte 2014 (28,0%). Les pays où les nouvelles entreprises semblent avoir plus de peine à survivre sont la Lituanie, où plus de trois entreprises sur dix avaient déjà disparu après douze mois, la Norvège, la Lettonie, le Portugal et le Danemark. La comparaison avec les pays voisins de la Suisse montre que l'Allemagne et l'Italie ont systématiquement des taux plus bas, tandis que la France et l'Autriche présentent des résultats meilleurs, exception faite pour la survie à 1 an.

### Le taux d'entreprises à forte croissance est faible dans notre pays

La majorité des pays européens ont affiché en 2019 des taux d'entreprises à forte croissance supérieurs à 10%, avec comme chef de file la Finlande et l'Espagne (15,6%). Dans notre pays, 7,8% des entreprises avec au moins 10 emplois ont été classées comme des entreprises à forte croissance. Seulement Chypre (3,5%) et la Roumanie (2,4%) ont connu un taux plus bas. Deux de nos voisins, l'Allemagne et l'Autriche, n'ont pas non plus dépassé le seuil de 10% avec des taux de respectivement 9,5% et 8,6%. En ce qui concerne la part des gazelles dans les entreprises à forte croissance, la valeur la plus élevée est celle de la Hongrie. Dans ce pays plus d'une entreprise à forte croissance sur cinq est en même temps une gazelle (22,6%). De l'autre côté de l'échelle, on retrouve la Norvège (4,5%) et la Suisse (4,8%).

<sup>7</sup> Vu la taille différente des pays, la comparaison porte sur les taux présentés dans cette publication.

<sup>8</sup> Au moment de la rédaction du présent document, seules les données 2019 (2017 pour les cessations d'entreprises) étaient disponibles auprès de l'Office statistique de l'Union européenne. Seules ces années sont par conséquent examinées dans ce chapitre. La pertinence de l'analyse est élevée dans la mesure où les taux évoluent peu d'une année à l'autre. En ce sens, 2019 représente une «ancre» intéressante.

<sup>9</sup> En Allemagne le taux a été particulièrement élevé en 2019 suite à une rupture de série, tandis que les années précédentes il avait souvent été inférieur à la valeur suisse.

## Comparaison internationale des principales données de la démographie des entreprises, en 2019 et en 2017<sup>1</sup>, en %

T5

	Nouvelles entreprises		Taux de survie des nouvelles entreprises en 2019					Entreprises à forte croissance et gazelles <sup>2</sup>		Cessations d'entreprises	
	Taux de création d'entreprises, en 2019	Part des emplois créés dans l'emploi total, en 2019	Après 1 an (cohorte 2018)	Après 2 ans (cohorte 2017)	Après 3 ans (cohorte 2016)	Après 4 ans (cohorte 2015)	Après 5 ans (cohorte 2014)	Taux d'entreprises à forte croissance, en 2019	Part des gazelles dans les entreprises à forte croissance, en 2019	Taux de cessation d'entreprises, en 2017	Part des emplois perdus dans l'emploi total, en 2017
Allemagne	9,4	1,7	78,8	60,4	50,8	44,2	38,3	9,5	n.d.	7,6	0,9
Autriche	6,4	1,5	82,3	72,4	63,8	56,8	52,5	8,6	n.d.	5,4	1,3
Bulgarie	11,4	2,8	78,1	65,3	56,3	49,7	43,9	10,8	n.d.	9,8	2,5
Chypre	9,1	2,0	90,4	78,7	65,7	61,1	28,0	3,5	n.d.	3,9	0,6
Croatie	12,6	3,4	85,2	76,3	65,0	56,5	55,7	12,9	n.d.	6,6	1,5
Danemark	11,0	1,6	72,9	58,4	49,4	45,0	37,9	9,6	n.d.	9,8	1,1
Espagne	9,8	3,3	77,0	63,1	56,0	50,1	42,1	15,6	7,6	7,9	3,0
Estonie	11,2	3,1	74,4	60,9	55,0	50,0	45,7	10,7	n.d.	10,2	3,4
Finlande	9,0	1,7	84,1	74,9	63,7	54,1	49,5	15,6	n.d.	6,7	1,6
France	12,0	3,8	82,7	71,5	63,9	56,5	49,3	12,3	5,9	4,9	1,7
Grèce	4,8	2,8	96,6	88,8	81,7	70,6	n.d.	n.d.	n.d.	4,0	1,4
Hongrie	12,7	5,2	83,8	72,4	59,1	52,5	44,9	12,3	22,6	8,1	3,0
Italie	7,6	2,4	78,0	65,9	57,7	51,4	44,5	11,0	8,8	6,4	2,0
Lettonie	12,4	2,9	73,6	56,8	44,6	39,4	40,1	10,1	14,3	10,8	2,9
Lituanie	19,6	3,5	64,0	46,8	38,5	31,6	29,1	10,1	14,2	15,4	2,9
Luxembourg	9,0	1,7	89,0	79,9	69,5	63,0	55,2	12,5	9,2	7,0	1,2
Malte	13,5	4,1	76,2	63,9	55,3	43,2	n.d.	14,8	n.d.	9,8	3,2
Norvège	8,9	1,3	72,4	57,6	47,4	36,9	35,8	10,6	4,5	7,5	0,8
Pays-Bas	10,7	1,3	96,3	85,4	77,0	70,0	61,8	14,6	n.d.	5,2	0,6
Portugal	15,5	5,5	76,2	54,5	46,2	39,5	32,8	14,0	9,8	12,2	4,5
Roumanie	12,2	3,8	83,1	72,5	62,8	54,2	44,7	2,4	17,3	8,3	2,7
Slovaquie	12,1	4,4	85,0	70,3	62,2	54,4	46,8	11,8	11,4	8,6	3,4
Slovénie	11,0	2,8	86,1	71,9	60,6	55,9	50,5	14,1	n.d.	8,1	2,1
<b>Suisse</b>	<b>7,5</b>	<b>1,3</b>	<b>83,7</b>	<b>70,5</b>	<b>62,3</b>	<b>55,2</b>	<b>47,8</b>	<b>7,8</b>	<b>4,8</b>	<b>6,7</b>	<b>1,2</b>
Tchéquie	8,7	2,1	83,5	72,6	63,6	56,1	50,2	10,5	7,8	7,2	1,7
Turquie	13,0	4,6	81,3	64,2	54,2	45,6	39,5	12,7	16,4	12,2	4,2

<sup>1</sup> Toutes les données se réfèrent à l'année 2019, sauf celles sur les cessations d'entreprises, qui pour des raisons méthodologiques sont diffusées avec un décalage temporel.

<sup>2</sup> Eurostat publie des données sur les entreprises à forte croissance et les gazelles uniquement pour les branches NOGA de B à N. Afin de garantir la comparaison des données, les données pour la Suisse ont été recalculées en prenant en compte uniquement les branches NOGA de B à N.

n.d. non disponible

Source: Eurostat

© OFS 2022

## 8 Conclusion

En 2020, la Suisse comptait 564 787 entreprises actives et 4 429 088 emplois. Parmi celles-ci, on a recensé 40 188 créations «ex nihilo», qui ont généré 56 410 emplois. En pourcentage, cela représente respectivement 7,1% et 1,3% du total des entreprises actives et des emplois. Les nouvelles entreprises démarrent l'activité avec un très petit nombre d'employés (1,4 en moyenne).

Les nouvelles sociétés sont contraintes de lutter pour leur survie. Selon les données sur la survie en 2020 des entreprises créées lors des cinq années précédentes, on constate qu'un an après la création, presque deux entreprises sur dix ne sont déjà plus actives. Les taux de survie baissent ensuite d'année en année. Environ sept entreprises sur dix passent le cap de la deuxième année. Elles ne sont plus que six sur dix à franchir la troisième année. Au bout de 5 ans, sur la base des trois observations disponibles aujourd'hui, plus de la moitié des nouvelles entreprises a fermé ses portes.

Le nombre d'entreprises à forte croissance s'est élevé à 4314 en 2020, ce qui représente le 7,1% du total des entreprises actives avec au moins 10 emplois. Par définition, les entreprises à forte croissance génèrent des emplois. En 2020, cinq emplois sur cent étaient localisés dans une entreprise de ce type. Presqu'une entreprise à forte croissance sur vingt s'est avérée être en même temps une gazelle, c.-à-d. une unité dont la création remonte à moins de 5 ans.

En comparaison avec les autres pays européens, la Suisse est moins dynamique en termes de créations d'entreprises. Par contre, les entreprises ont tendance à mieux résister. Cela se traduit en effet dans des taux de cessation bas et des taux de survie relativement élevés pour les nouvelles entreprises. Le nombre relatif d'entreprises à forte croissance et de gazelles est plus faible que dans la plupart des autres pays. Si l'on compare les résultats pour la Suisse uniquement à ceux des pays frontaliers, on constate qu'il y a une convergence pour tous les indicateurs UDEMO, même si des écarts existent. Ceux-ci sont en effet plus prononcés lorsqu'on considère l'ensemble des pays européens.

<b>Éditeur:</b>	Office fédéral de la statistique (OFS)
<b>Renseignements:</b>	Andrea Grossi, OFS, tél. +41 58 463 66 40, <a href="mailto:udemo@bfs.admin.ch">udemo@bfs.admin.ch</a>
<b>Rédaction:</b>	Andrea Grossi, OFS
<b>Série:</b>	Statistique de la Suisse
<b>Domaine:</b>	06 Industrie et services
<b>Langue du texte original:</b>	français
<b>Mise en page:</b>	section PUB, Publications et design visuel
<b>Graphiques:</b>	section PUB, StatChart
<b>En ligne:</b>	<a href="http://www.statistique.ch">www.statistique.ch</a>
<b>Imprimés:</b>	<a href="http://www.statistique.ch">www.statistique.ch</a> Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, <a href="mailto:order@bfs.admin.ch">order@bfs.admin.ch</a> , tél. +41 58 463 60 60 Impression réalisée en Suisse
<b>Copyright:</b>	OFS, Neuchâtel 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
<b>Numéro OFS:</b>	1784-2000

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



### Système d'indicateurs MONET 2030

[www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Trouver des statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030